

# Le SNPDEN et l'Europe de l'éducation

Peut-on construire une Europe démocratique et sociale sans que les jeunes en soient instruits et éduqués au travers de leurs programmes d'enseignement ?

Rémy PIERROT

Il en est de même à la veille de chaque échéance voulue et programmée de longue date. La prise de conscience s'accélère.

Il en va ainsi pour la construction européenne. Quatre faits d'inégale importance méritent d'être rapprochés pour comprendre l'évolution, ses freins, ses moteurs et en toute liberté choisir les bons chemins.

Nous avons donc vu dans la même semaine

1. La première distribution de la monnaie unique.
2. L'euro-manifestation des syndicats européens.
3. La mise en place de la convention des institutions de l'Europe élargie.
4. La sortie d'un rapport de l'inspection générale sur "l'Europe à l'école, au collège, au lycée".

En d'autres termes plus coutumiers, l'événement rassemble dans une même unité de temps, l'économique, le politique, le social et l'éducatif.

Quelle harmonie et quel code des valeurs vont maintenant lier ces quatre composants de la vie en société ? Cette question, et surtout les réponses à apporter entrent bien dans le champ de la réflexion et de l'activité syndicale.

## La monnaie unique

Le fait est mesurable. Tout le monde dans chaque pays aura voulu ses euros. Les plus âgés les premiers, ceux pour qui on avait dit que le choc psychologique serait le plus grand... Les plus jeunes sont moins friands, sans doute attendent-ils de leurs parents la première distribution pour accorder à cette nouvelle monnaie sa première valeur symbolique. C'est encore notre culture et elle est commune à tous les pays d'Europe ; ne la gâchons pas !

L'envie de posséder n'est cependant qu'une étape, un passage obligé et incon-

turnable. La deuxième étape sera de donner du sens commun à ce nouvel outil. La co responsabilité et la solidarité des populations et des états européens devant les problèmes à résoudre : économie, emplois, défense, santé, éducation, retraites, services publics, protection sociale... donnent tout son sens à ce vecteur unique d'échange.

## L'espace social européen

L'euro-manifestation du 13 décembre : il fallait y être pour garder droit de cité dans la confédération européenne des syndicats (CES). Il fallait y être aussi pour constater en direct et la formidable mobilisation et le changement d'attitude syndicale des grandes centrales interprofessionnelles.

C'était hier le refus idéologique vis à vis de la construction européenne qui alimentait les slogans...

L'Europe coupable de tous les maux, l'Europe de la rivalité des travailleurs a fait place à la volonté d'une Europe devenue sociale parce qu'économiquement forte et culturellement riche. Ce qui était donc visible dans cette imposante manifestation (plus de 100 000 personnes), c'était moins les nations que cette formidable volonté de construire une solidarité de travailleurs européens sur des valeurs sociales communes. C'est bien ce virage commencé à l'occasion de l'euro-manifestation de Nice qui s'est confirmé à Bruxelles le 13 décembre 2001. Cet investissement sans précédent du syndicalisme dans la construction européenne pèsera sur les décisions politiques, économiques et sociales. C'est une nouvelle chance pour le syndicalisme et pour le dialogue social que de se nourrir de traditions syndicales aussi diverses. C'est aussi une nouvelle chance pour les projets collectifs et la démocratie sans lesquels rien de durable ne se construit... Espoir !



## L'élargissement de l'Europe et les institutions

L'Europe s'est construite il y a maintenant plus de cinquante ans par l'assemblage de pays à forte potentialité économique et culturelle, soucieux de se développer dans une paix durable. Le développement dans la paix c'est bien cet héritage précieux que notre génération doit transmettre après l'avoir consolidé et enrichi par des étapes successives d'élargissement.

Une nouvelle étape se prépare. Après Jean Monnet, un européen français, c'est à un autre européen français, Valéry Giscard d'Estaing, de présider à cette nouvelle conquête.

Quels sont les candidats ? Ils ont au moins en commun quatre caractéristiques réperables :

- une culture commune à la nôtre héritée des 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècle et des savoirs faire importants ;
- une démographie plus jeune que celle de l'Europe des quinze ;
- une vitalité retrouvée après 45 ans de chape de plomb soviétique et un goût pour la démocratie ;
- une économie à faible rendement liée aux mêmes causes mais avec des potentialités importantes d'adaptation.

Une alliance nouvelle est donc susceptible de se construire non plus sur l'égalité de richesse mais sur l'exploitation consciente du déphasage.

La période de croissance de ces pays candidats à population jeune ne peut que coïncider avec les temps forts du vieillissement problématique (main d'œuvre-retraites) des 7 pays les plus développés de l'Europe actuelle. Il faut pour cela faire les choses à temps afin que les transferts de technologie puissent être accompagnés par la formation indispensable et une harmonisation sociale programmée. C'est à ce grand chantier que l'Europe s'attelle. Le syndicalisme y a sa place. La préoccupation éducative en Europe est bien la nôtre.

## L'Europe à l'école, au collège et au lycée

Ce rapport de l'inspection générale n'est pas tendre pour l'institution française. Avons-nous préparé nos enfants à la construction européenne ? La réponse est globalement non !

Huit ans après l'adoption du Traité de l'Union Européenne dont l'article 126 fait

de l'éducation dans sa dimension européenne une priorité, à l'heure des indicateurs de qualité comparée des systèmes d'enseignement et de leur compétition sur un marché des compétences et des diplômes, au moment où s'expriment tant d'ambitions politiques et culturelles qui entendent bien une Union européenne élargie au projet fondamental que nous formons pour nous et pour nos enfants, l'école, le collège et le lycée français campent sur leurs positions acquises nationalement et n'enseignent "l'Europe" qu'à la marge, sans grande conviction, et dans une dispersion pratiquement généralisée.

Tel est le ton de ce rapport que j'invite chacun à lire dans le détail sur le site du ministère (ou disponible au siège du SNPDEN) dans la mesure où le phénomène est grave même s'il n'est pas uniquement français mais surtout parce qu'il révèle au fil des pages, que les seules exceptions procèdent de la volonté, le plus souvent personnelle, de quelques centaines de chefs d'établissement et de leurs adjoints d'inscrire au projet de leurs établissements une coloration européenne dans le volet "éducation".

Lourde responsabilité rarement partagée par les autorités académiques, timidement assumée par les équipes enseignantes.

Notre tradition « éducation nationale » est pourtant toute autre, qui veut que ce soit dans les contenus d'enseignements (les programmes) qu'on trouve les traces mesurables d'une ambition éducative.

Où est donc l'ambition éducative ? là où n'est visible que :

- l'atonie des contenus dans les programmes d'histoire, de géographie, de langues, d'instruction civique.
- l'ambivalence des sections européennes qui confinent le plus souvent

à l'élitisme quand elles ne servent pas de rempart à la mixité sociale.

- la dispersion des initiatives, voyages, appariements, plans de toute nature aléatoire dans leur financements souvent aux limites du droit et des responsabilités et rarement évalués en tant que tels.

A plusieurs reprises le SNPDEN s'est adressé aux ministres de l'éducation nationale pour tenter de clarifier ces situations dans lesquelles le chef d'établissement est, une fois de plus, bien isolé.

Il reste bien sûr la question de fond que seule l'autorité politique peut trancher et qu'il faut bien résumer ainsi : peut-on construire une Europe démocratique et sociale sans que les jeunes en soient instruits et éduqués au travers de leurs programmes d'enseignement ?

L'ambition politique serait-elle faible ou aléatoire à ce point qu'on ne puisse par l'éducation permettre le passage de témoin d'une génération pionnière à une autre qui devra choisir sa destinée ? Nous ne pouvons le croire !

Notre profession et notre syndicalisme sont prêts à se saisir des changements.

En effet, cette préoccupation, depuis longtemps présente dans le SNPDEN, a été portée dans la négociation de notre nouveau statut qui, dans son référentiel de métier et dans l'exposé des missions d'état, indique une part d'initiative importante du chef d'établissement. Au moment où s'élaborent les diagnostics d'établissement et au delà les lettres de mission des personnels de direction, passer de l'initiative à la mission sera le gage d'une véritable prise en compte de la construction européenne dans le pilotage académique.

